



FLASH INFOS DES MAIRES ET PRESIDENTS D'INTERCOMMUNALITES DU BAS-RHIN

N° 36 Juillet- août 2019

Agenda 2019

Journée des Maires :

13 septembre

Bureau :

4 octobre

Congrès national des Maires à Paris:

19-20-21 novembre

Conseil d'administration :

13 décembre

Félicitations

Estelle BRONN
élue Maire de
Daubensand
(mai 2019)

De plus en plus, la traditionnelle pause estivale exige une vigilance continue et une présence accrue en raison des risques climatiques avec les épisodes caniculaires qui ont tendance à durer avec des chaleurs extrêmes, puis soudainement et localement des problèmes d'inondations et des coulées de boues qui provoquent d'énormes dégâts matériels et parfois des drames humains.



Vincent DEBES

M. le Ministre LECORNU, chargé des collectivités territoriales, a adressé à tous les maires un courrier du 19 juin 2019 invitant chacun à transmettre rapidement des idées ou des propositions à M. le Préfet.

J'ai fait remarquer que le délai de réflexion était un «peu» court alors même que le principe d'une consultation directe peut apporter des réflexions utiles.

Outre les pistes de travail intéressantes déjà énoncées dans le projet de loi, notre Association a transmis à M. le Préfet trois propositions : D'abord, en termes de sécurité juridique des maires, il s'agit d'inciter à la suppression ou à la délimitation de la notion de risque de conflit d'intérêts « public-public » dans la loi. Ce risque conduit à ce qu'un maire ne puisse participer au débat ou au vote au sein de son EPCI de rattachement dès qu'il s'agit par exemple d'un sujet intéressant directement sa commune.

Il faudrait reconnaître que le maire, membre d'un EPCI, défend un intérêt public commun, qui ne se découpe pas artificiellement.

Deuxièmement, il est proposé de revoir la définition légale du conflit d'intérêts « public-privé » lorsque le maire siège dans des organismes privés en raison de son mandat. C'est le cas du maire désigné pour siéger au sein d'une association, qui peut être ou non un organisme satellite de la collectivité.

Actuellement, compte tenu du risque, le maire doit être « muet » puisqu'il doit s'abstenir de toute participation aux décisions de la collectivité concernant cette association, ce qui peut conduire à des situations ubuesques.

Enfin, il est demandé de supprimer l'article 42 de la loi NOTRe qui prévoit que les présidents et vice-présidents des syndicats intercommunaux « dont le périmètre est inférieur » à celui de l'EPCI, n'auront donc plus le droit de percevoir leurs indemnités de fonction en 2020 (de même pour les syndicats mixtes restreints) alors que ces élus servent l'intérêt général et ont des responsabilités.

Chaque maire s'interroge ou sait déjà s'il compte se représenter.

Les élections municipales auront lieu les **dimanches 15 mars** pour le 1er tour et **22 mars 2020** pour le second tour. Mon vœu le plus fort est qu'il n'y ait aucune commune bas-rhinoise sans liste de candidats à la mairie lors des élections municipales de mars 2020.

Je rappelle à tous qu'à compter du 1^{er} septembre 2019 s'appliquent, dans la perspective des élections municipales, les règles de prudence et de sobriété dans la communication des collectivités publiques et des candidats.

Je vous souhaite un bel et très agréable Eté !

**A bientôt à notre Journée des maires du 13 septembre 2019 à
Strasbourg**

Réunion générale du 4 juillet à Haguenau



M. Jean ROTTNER

Le Président de la Région Grand Est M. Jean ROTTNER souligne le chemin parcouru considérable depuis le rapport de M. le Préfet MARX et l'accord de Matignon sur l'organisation institutionnelle de l'Alsace. Le Président cite l'ADIRA confortée dans son nouveau rôle et soutenu par la Région, les Départements et les EPCI. D'ici peu de temps, le Parlement achèvera ses travaux sur la loi concernant la future collectivité. La Région Grand Est jouera tout son rôle pour faciliter la mise en œuvre de la collectivité européenne d'Alsace et être une force de proposition constructive guidée par l'exigence du résultat. Le Grand Est n'est pas une identité mais une maison commune, un espace de rencontre et d'innovations pour répondre aux grands défis.

Le Président explique que la Région est résolue à agir pour les communes et les intercommunalités avec des outils adaptés et des moyens donnés sans dispersion pour répondre aux besoins des métropoles, des villes moyennes, des bourgs structurants et des petites communes rurales (à travers des aides accordées pour une salle polyvalente, un gymnase, un groupe scolaire...).

Il évoque le soutien pour la sauvegarde du patrimoine historique : le Bas-Rhin compte 874 monuments. Plus de trente dossiers sont déposés, c'est un rythme jamais atteint souligne-t-il. M. ROTTNER prend l'exemple d'une collection exceptionnelle de mobiliers alsaciens dans le Haut-Rhin qui risquait de partir en Asie au coût de 2 M€.

En matière d'aménagement du territoire, il rappelle le discernement et le dialogue qui ont prévalu dans l'élaboration du SRADDET. Le maintien des grands objectifs n'empêche pas une souplesse reconnue aux maires de pouvoir fixer eux-mêmes la trajectoire, avec l'aide de la Région.

Sur le déploiement du Très Haut Débit en zones rurales, sur les 389 communes bas-rhinoises concernées, 214 communes sont déjà couvertes, c'est un enjeu d'égalité entre les territoires et d'attractivité. Enfin, le plan « Intelligence artificielle » représente 350 M€ sur 5 ans pour anticiper la maîtrise des techniques et des outils d'avenir.

M. le Préfet Jean-Luc MARX place son discours sous le signe de la confiance, mot clé pour qualifier les relations de l'Etat avec son administration territoriale ouverte, efficace et proche. Il fait remarquer que la Collectivité européenne d'Alsace est un chantier important d'évolution institutionnelle.

Concernant l'action dans les territoires, le Préfet souligne la place de l'Etat à travers l'investissement (crédits DETR et DSIL, soutien des bourg-centres et de la ville).

En faveur des bourg-centres, il présente des éléments du dispositif d'aide à la rénovation des logements, issu de la loi ELAN.

En termes de mobilités, M. le Préfet évoque la signature d'une convention entre la Région, le Département, l'Eurométropole et l'Etat visant à la requalification de l'A35. Il y a le défi de faire de Strasbourg, une ZFE (zone de faible émission). Il annonce également le début des travaux de contournement de Châtenois en août prochain.

Concernant la nappe phréatique d'Alsace, (5 milliards de m³), M. le Préfet note que les dernières mesures ont montré une aggravation de la pollution. Les acteurs les plus importants se mobilisent pour inverser cette tendance.



M. Jean-Luc MARX

Le Président Vincent DEBES salue l'assemblée et remercie vivement M. le maire Claude STURNI, qui accueille cette manifestation.

Le projet de réorganisation des services locaux des Finances Publiques est à l'ordre du jour. Une concertation est prévue par la DRFIP. Elle est indispensable. "Participons-y, invite le Président. Nous pourrions ensuite juger des propositions retenues".

Parmi les nombreux sujets d'actualité de la Région Grand Est, M. DEBES cite dans son discours d'ouverture deux enjeux forts pour l'Alsace et le Bas-Rhin : Il y a le Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET), c'est un travail approfondi d'analyse des territoires et de propositions de règles.

Le Président DEBES est convaincu que les maires partagent l'essentiel des objectifs majeurs retenus dans le SRADDET. Néanmoins, il suscite quelques réelles réserves dans nos communes et EPCI, notamment sur l'application uniforme d'une règle de réduction de la consommation foncière d'ici 2030.

Un autre sujet qui tient à cœur des maires est la langue régionale et la défense du bilinguisme, car il fait partie culturellement de notre « *vivre ensemble alsacien* » et c'est un atout essentiel pour une mobilité professionnelle dans le bassin rhénan. Le Président DEBES se réjouit du soutien de la langue régionale alsacienne par la Région Grand Est, dans le cadre d'une stratégie d'ensemble de défense des langues régionales (décidée lors de la séance plénière du 20 juin 2019 du Grand Est).

En effet, il importe d'enrayer le déclin de la pratique de la langue régionale. Ce sera également une des actions de la future Collectivité Européenne d'Alsace.

M. DEBES souligne qu'il y a aussi la suppression progressive de la taxe d'habitation à l'horizon 2023. Dans le Bas-Rhin, cette suppression de 100% de la TH en 2023, représente 329 M€ (17 Mds d'€ au niveau national).

Réunion générale du 4 juillet 2019 à Haguenau

Devant les maires, M. le Préfet rappelle que la forêt est une ressource essentielle pour les communes. Le futur schéma cynégétique doit prendre en compte la surcharge en faune (17200 sangliers ont été prélevés en 2018).

L'impact financier des normes sur les collectivités territoriales à l'échelle nationale était de 1 Md€ en 2017, il est évalué à 400 M€ en 2018, par la volonté de l'Etat de supprimer deux normes pour toute norme nouvelle créée.

La DGF a diminué légèrement dans le Bas-Rhin. Ainsi, pour les communes, elle était de 136,50 M€ en 2018 pour 136,06 M€ en 2019. Pour les EPCI, la DGF était de 111,26 M€ en 2018, elle est de 110,80 M€ en 2019.

Pour compenser la suppression de la taxe d'habitation d'ici 2023, l'Etat envisage un transfert de la part départementale de la taxe foncière.

Sur l'engagement des élu(e)s locaux, M. le Préfet évoque le projet de loi «Engagement et Proximité» qui vise à soutenir le quotidien des maires. La fonction est mise en valeur et ses pouvoirs de police seraient renforcés. La commune est replacée au centre de l'intercommunalité et la participation des maires à la gouvernance de l'EPCI sera facilitée.

Dans ce projet de loi, on retrouve les préoccupations concernant la formation des élus en début de mandat ou la protection juridique des élus locaux.

Concernant la réforme des services territoriaux de l'Etat, M. le Préfet fait référence à la circulaire du 12 juin 2019 du Premier Ministre qui annonce une réorganisation des compétences (développement économique, urbanisme...) et du réseau déconcentré de l'Etat (service public de l'insertion, ingénierie territoriale).

Présentation du projet de nouveau réseau local de la DGFiP d'ici 2022

Mme COULONGEAT, directrice régionale des finances publiques du Grand Est et du Bas-Rhin explique le bien-fondé de la réforme : la fiscalité évolue, les modes de paiement et de relations avec le public également. Les élus locaux ont besoin de conseils donnés par des spécialistes.

Dans ce contexte, l'évolution des implantations des services des Finances Publiques cherche à garantir une plus grande proximité et une meilleure efficacité avec le déploiement de «conseillers» aux ordonnateurs au sein des EPCI.

Mme COULONGEAT précise que la carte (ci-contre) peut évoluer au fil de la concertation et des rencontres avec les présidents d'EPCI et les maires des communes d'implantation.

Le Président DEBES souligne que les maires ont bien conscience que l'outil numérique est une opportunité de moderniser les administrations, mais le maintien physique des services publics en milieu rural ou éloignés des centres urbains est un sujet sensible. Toute contraction des services dans ces territoires aggrave la problématique de leur attractivité pour les habitants, les entreprises ou pour les agents qui y travaillent.

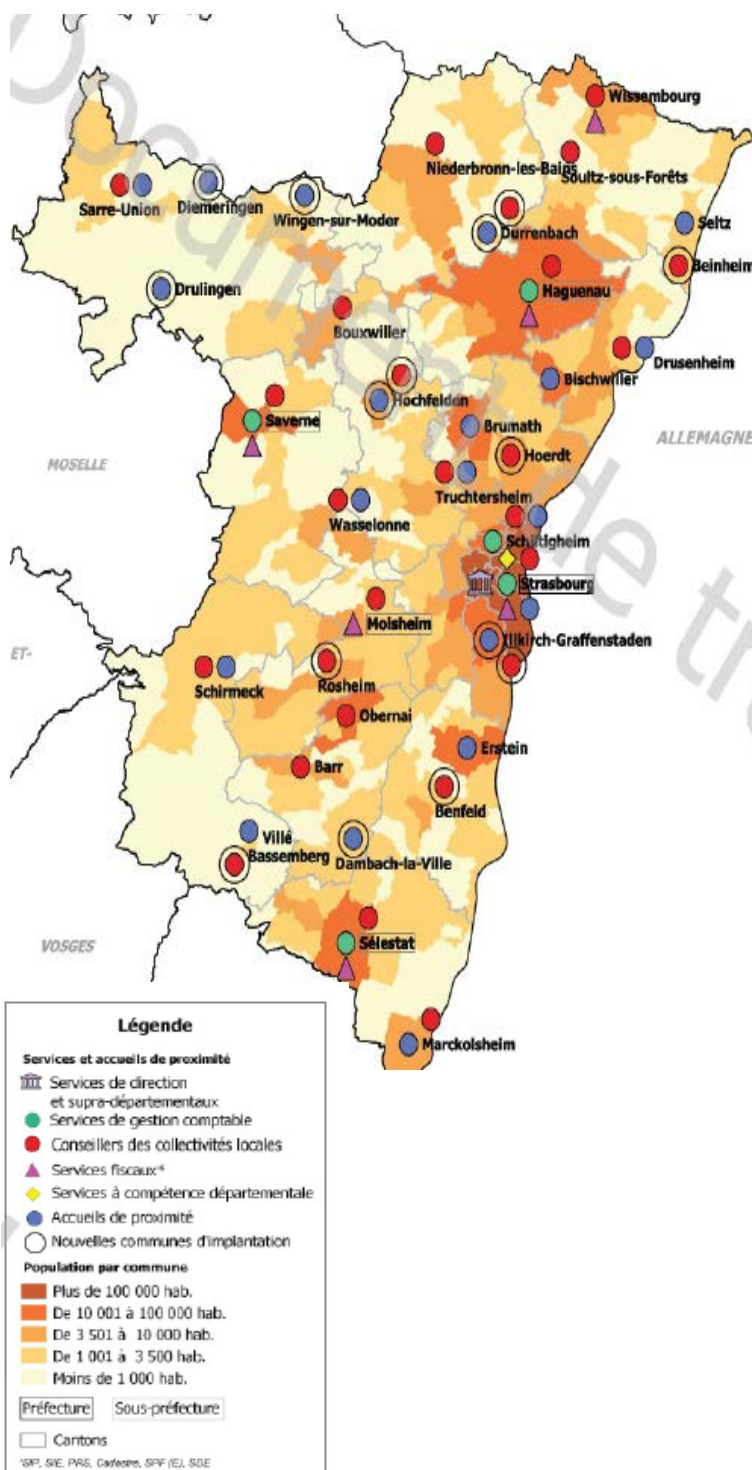
Certes, l'organisation de ses services par l'Etat est une prérogative qui lui est propre, mais en raison de leurs implantations dans les territoires, l'association des maires est attentive à une vraie concertation avec les maires et aux réponses données en termes d'accessibilité et de qualité de service.

Quelles seront les articulations avec les EPCI, les Maisons de services au public ou les futures Agences France Service annoncées dans chaque canton ?

Quels personnels ? Seront-ils formés ou avec une expertise suffisante ? Ce sont des questions concrètes.

M. DEBES avertit que si l'organisation s'avère insuffisante, il y aura un risque de transfert de l'accueil des usagers vers les mairies ou les maisons de service.

Les questions des maires et certaines réactions dans la salle ont montré que la concertation ne fait que commencer et ne sera pas toujours aisée. L'association des maires souhaite une écoute constructive des maires pour une réorganisation acceptable et adaptée aux territoires. **Le diaporama présenté est disponible sous www.maires67.fr**



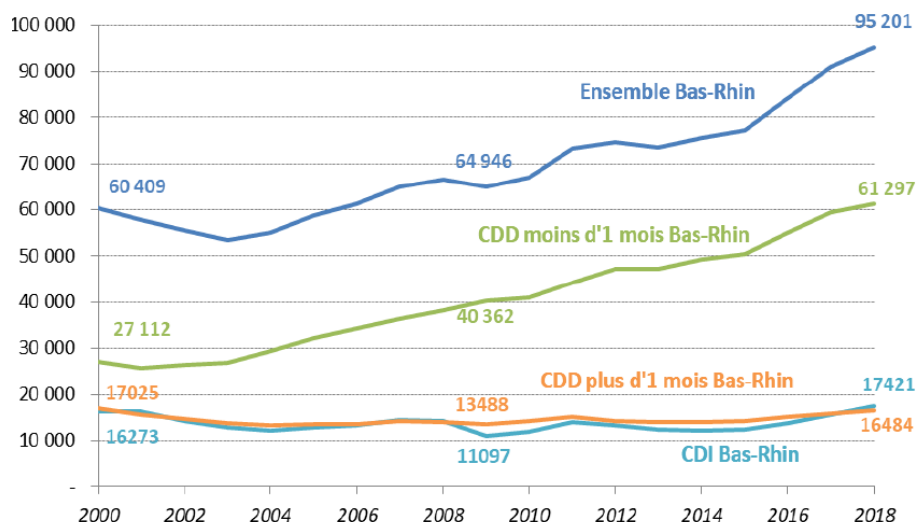
4^{ème} Conférence des Présidents d'intercommunalités à BENFELD

Pour sa 4^{ème} Edition en mai dernier, les présidents d'intercommunalités se sont réunis pour échanger sur l'accès aux services de l'emploi, la situation et les caractéristiques d'emploi (CDI, CDD, intérim, autoentrepreneuriat...) dans les territoires. M. ROUILLON, Directeur territorial du Bas-Rhin de Pôle Emploi, souligne qu'il y a **plus de 41 800 projets de recrutement** recensés en avril 2019, dont 58 % dans les activités de services. Le taux de chômage était de 7,3% au 4^{ème} trimestre 2018 dans le Bas-Rhin.

Concernant l'emploi dans le secteur privé, Mme HOFFEL, directrice régionale adjointe, de la DIRECCTE Grand Est, fait remarquer que les Déclarations préalables à l'embauche (DPAE) progressent très vivement dans le Bas-Rhin, passant d'environ 65 000 à 95 000 en 2018. En analysant, l'essentiel de cette progression réside dans la part croissante des déclarations de CDD de moins d'1 mois, bien plus importante que la moyenne régionale (65 % contre 53%). Depuis le début de 2015, le dynamisme des créations de microentreprises dans le Bas-Rhin se confirme et permet d'afficher 916 créations au 1^{er} trimestre 2019 (contre 643 au 1^{er} trimestre 2015). Les entreprises individuelles connaissent, elles, un doublement de leur volume de création : 275 contre 140.

La DIRECCTE adapte actuellement ses services afin de favoriser l'accès de tous au droit du travail, développer le numérique dans les services pour alléger les démarches administratives et conforter les actions de proximité de l'inspection du travail. Un numéro de téléphone unique pour joindre la DIRECCTE est le 08 06 000 126

Les déclarations préalables à l'embauche dans le Bas-Rhin (moyenne des données trimestrielles sur la période 2000 - 2018)



Source : Acof - Urssaf

Les fiches statistiques et le diaporama sont disponibles sur www.maires67.fr

Le Président Vincent DEBES a rappelé que les communes par leurs mairies et les services des intercommunalités ou les Maisons des services restent les premiers guichets d'accès au service public aux yeux de nos concitoyens. M. Frédéric BIERRY, président de l'ADIRA et du Conseil départemental est également intervenu sur la vie économique du département.



Aperçu de la Situation Financière des Communes et des EPCI - Exercice 2018

Les données recensées avec le concours des services du Conseil Départemental sont publiées sur www.maires67.fr (rubrique communes/chiffres clés) et sur le site www.bas-rhin.fr/le-departement/chiffres-cles/situation-financiere-communes-et-epci. Elles retracent la situation financière des communes, la fiscalité des communes et des EPCI à fiscalité propre.

Suivez la Préfecture sur Twitter et Facebook

La Préfecture a un compte Facebook : @PrefetGrandEstBasRhin avec 7 à 10 publications d'informations par semaine en moyenne et a ouvert un compte Twitter @Prefet67 où elle insère 2 à 3 tweets par jour en moyenne (hors retweets).

Les publications sont de nature ponctuelle pour les événements particuliers (visite de terrain, convention signée, visite officielle...) ou récurrente pour les informations régulières (newsletter, agenda public, bilan sécurité routière...). Lors du Comité des usagers du 21 juin 2019, où l'association des maires était représentée par Mme JOST, secrétaire générale, maire de Bosselshausen, la Préfecture a souligné l'utilité de ces outils d'informations rapides pour les élus et les usagers. Une fiche décrivant la stratégie éditoriale sur les réseaux sociaux de la Préfecture est disponible sur www.maires67.fr.